4 - SANTE ET ACTION SOCIALE	
41 - Santé	30.12
Soutien à la coordination en santé en proximité des territoires	

PROGRAMME(S)

41.01 - Santé BFC

TYPOLOGIE DES CREDITS

CPB

EXPOSE DES MOTIFS

La Région Bourgogne-Franche-Comté souhaite permettre à chaque habitant d'accéder à des soins de qualité en tous points du territoire. Pour ce faire, la Région soutient la création d'équipements comme lieux support d'activités d'équipes de soins primaires (ESP) pour un exercice coordonné de santé, à travers la création de maisons de santé pluridisciplinaires (MSP), de centres de santé polyvalents ainsi que de projets immobiliers portés par d'autres équipes de soins primaires plus souples organisées localement.

L'ESP est constituée de tout professionnel de santé de premier recours et second recours en médecine ambulatoire, dont au moins un médecin généraliste et un professionnel paramédical, regroupés ou non sur un même site, et qui souhaitent se mobiliser autour d'au moins une thématique commune bénéficiant à leurs patients : prise en charge de personnes vulnérables (précaires, handicapées ou atteintes de maladies chroniques ...), soins palliatifs à domicile, réponse aux demandes de soins non programmés aux heures d'ouverture des cabinets.

Les maisons de santé et centres de santé sont les formes les plus intégrées d'ESP.

L'article L. 6323-3 du Code de la santé publique prévoit que les « **maisons de santé** assurent des activités de soins sans hébergement et peuvent participer à des actions de santé publique ainsi qu'à des actions de prévention et d'éducation pour la santé et à des actions sociales [...] les professionnels médicaux et auxiliaires médicaux exerçant dans une maison de santé élaborent un projet de santé, témoignant d'un exercice coordonné et conforme aux orientations des schémas régionaux mentionnés à l'article L. 1434 2 ».

Les **centres de santé** sont des structures sanitaires de proximité dispensant principalement des soins de premier recours. Ils assurent des activités de soins sans hébergement et mènent des actions de santé publique ainsi que des actions de prévention, d'éducation pour la santé, d'éducation thérapeutique des patients et des actions sociales et pratiquent la délégation du paiement du tiers mentionné à l'article à l'article L. 322-I du code de la sécurité sociale.

Afin de proposer des dispositifs cohérents et incitatifs pour favoriser l'implantation de nouveaux professionnels de santé, il est proposé de majorer l'intervention financière de la Région Bourgogne-Franche-Comté pour toute implantation de maison de santé et de centre de santé selon la zone d'implantation du projet. L'Agence régionale de Santé a établi deux catégories de zonage en application du décret n° 2017-632 du 25 avril 2017 relatif « aux conditions de détermination des zones caractérisées par une offre de soins insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins ou dans lesquelles le niveau de l'offre est particulièrement élevé » et publié au J.O. du 27 avril 2017.

Les territoires de vie de la Région sont divisés en trois catégories de zones :

- Les zones dites « d'intervention prioritaire », qui correspond au zonage conventionnel et qui sont à conforter,
- Les zones dites de « vigilance » ou zones « d'action complémentaire » qui correspondent aux territoires non retenus dans le zonage conventionnel

Les zones « hors vivier » (reste du territoire de la Région)

BASES LEGALES

Article L1511-8 du CGCT

DESCRIPTIF DE L'INTERVENTION

OBJECTIFS

Le présent règlement d'intervention a pour objectif de financer les projets d'investissement pour la création de maisons de santé pluridisciplinaires, de centres de santé et d'autres formes d'équipes de soins primaires aux conditions énoncées ci-après.

L'aide de la Région est modulée selon le nombre de professionnels appelés à exercer en leur sein, et selon le classement ou non du territoire en « zone d'intervention prioritaire », « zone de vigilance/zone d'action complémentaire » ou hors zonage. La Région retient le zonage en vigueur qui définit les zones d'intervention prioritaires et de vigilances établi par l'ARS.

NATURE

Subvention

MONTANT ET FINANCEMENT

1/Modalités de financement

Nombre de professionnels de santé minimum demandés par la Région pour prétendre à une subvention :

- Pour les MSP : 2 médecins généralistes + 1 paramédical
- Pour les centres de santé polyvalent : 1 médecin généraliste + 1 paramédical pour justifier d'une coordination
- Pour les ESP : 1 médecin généraliste + 1 paramédical

Un financement complémentaire par du FEADER dans le cadre des PDR Bourgogne ou Franche-Comté pourra être mobilisé, sous réserve de l'atteinte des conditions d'admissibilité propres à ces dispositifs.

a/ Maison de santé- Centre de santé

Nombre de professionnels de santé installés dans la structure*	Zones hors vivier (au sens de l'ARS)	Zones de vigilance ou zones complémentaires (au sens de l'ARS)	Zones d'intervention prioritaire (au sens de l'ARS)
Jusqu'à 5	Taux à 40% maximum Aide plafonnée à 50 000 €	Taux à 50% maximum, Aide plafonnée à 75 000 €	Taux à 50% maximum, Aide plafonnée à 100 000 €
6 à 10 (minimum 6 ETP)	Taux à 40% maximum Aide plafonnée à 75 000 €	Taux à 50% maximum, Aide plafonnée à 100 000 €	Taux 50% maximum, Aide plafonnée à 125 000 €
11 et plus (8 ETP minimum)	Taux à 40% maximum, Aide plafonnée à 125 000 €	Taux à 50% maximum, Aide plafonnée à 150 000 €	Taux 50%maximum, Aide plafonnée à 175 000 €

b/ Autres formes d'ESP

La Région ne pourra soutenir les projets d'investissement immobilier public sur un site unique pour les autres équipes de soins primaires (hors MSP et centres de santé) uniquement dans les zones de vigilance et dans les zones d'intervention prioritaires telles que définies par l'ARS.

Nombre de professionnels de santé installés dans la structure*	Zones « de vigilance/complémentaires » et zones « d'intervention prioritaire » (au sens de l'ARS)
Jusqu'à 5	Taux à 40% maximum, Aide plafonnée à 25 000 €
6 à 10 (minimum 6 ETP)	Taux à 40% maximum, Aide plafonnée à 50 000€
11 et plus (8 ETP minimum)	Taux à 40% maximum, Aide plafonnée à 75 000 €

2/ Cas particuliers d'une extension à une maison de santé ou à centre de santé existant

Dans le cas d'une demande d'aide au titre d'une extension à une maison de santé ou à un centre de santé existant et ayant déjà été financé par la Région, cette nouvelle demande ne pourra être examinée que si l'aide accordée au projet initial date de plus de 5 ans (*date retenue : date de la notification de l'aide au projet initial ou date de signature d'une convention le cas échéant*) et s'il s'agit d'une extension significative par rapport au bâtiment existant (en lien avec la réglementation RT2012).

Dans le cas d'une extension d'une maison de santé ou d'un centre de santé ayant déjà été financé par la Région sur le même site, la catégorie prise en compte est celle correspondant au nombre total de professionnels de santé (nouveaux et déjà installés).

3/ Cas particuliers d'une antenne à une maison de santé ou à centre de santé existant

Définition : est considérée comme une antenne un projet de construction localisé sur un site différent de la MSP ou du centre de santé existant et faisant l'objet du projet initial. L'antenne pourra être localisée sur un site d'une commune différente de la commune où a été installé la MSP ou le centre de santé initial.

Dans le cas d'une demande d'aide au titre de la création d'une antenne à une maison de santé ou à un centre de santé ayant déjà été financé par la Région, cette demande ne pourra être examinée que si l'aide accordée au projet initial date de plus de 5 ans (*date retenue : date de la notification de l'aide au projet initial ou date de signature d'une convention le cas échéant*).

La catégorie prise en compte pour le calcul des modalités de subvention est celle correspondant au nombre total de professionnels de santé (nouveaux et déjà installés).

BENEFICIAIRES

Pour les subventions portant sur l'immobilier, les bénéficiaires sont les maîtres d'ouvrage des locaux, soit :

- Les communes et les groupements de collectivités territoriales
- Les bailleurs sociaux
- Les établissements publics de santé
- Les sociétés d'économie mixte dans le cadre d'un bail emphytéotique avec la collectivité d'implantation (l'aide régionale devra obligatoirement servir à minorer le loyer appliqué aux professionnels de santé). A noter que pour les SEM, il convient d'indiquer que la subvention se fera sous réserve des dispositions visées à l'article L 1523-7 du CGCT
- Les sociétés Interprofessionnelles des soins ambulatoires (SISA)

CRITERES D'ELIGIBILITE

La capacité à démontrer l'opportunité et la faisabilité d'une maison de santé ou d'un centre de santé ou de tout autre forme d'ESP, est fondée sur les critères cumulatifs suivants :

- Avoir un avis positif de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de l'Agence Régionale de Santé (ARS)
- Présenter un caractère pluridisciplinaire et une modification significative des conditions d'exercice. Il est ainsi demandé un minimum de deux médecins généralistes et un paramédical par maison de santé et un minimum d'un médecin généraliste et d'un paramédical par centre de santé et par ESP,
- Présenter une implication dans les démarches de santé publique (mise en œuvre d'actions identifiées par un contrat local de santé (CLS), initiation d'actions de prévention, intégration dans les réseaux existants ou en projet...)
- Avoir une cohérence avec l'offre de soins existante et présenter une coordination avec les professionnels de santé présents sur le territoire
- Présenter des actions permettant de maintenir ou accroître l'offre sanitaire,
- Organiser une permanence des soins et une mise en commun des moyens et des soins,
- Accueillir stagiaires (internes, externes, sages femmes, stagiaires paramédicaux, etc....),
- Que les professionnels de santé s'engagent à exercer au minimum pendant 3 ans dans la structure
- Tout projet sera soumis à des critères d'éco-conditionnalité détaillés en annexes.

Les projets s'inscrivant dans une stratégie et une démarche de développement territorial portée par les territoires de projet (de type Pays, PETR, SCOT, pôle métropolitain) et portés par les territoires engagés dans une démarche d'accueil, de maintien de population et d'attractivité seront privilégiés.

PROCEDURE

DEPENSES SUBVENTIONNABLES :

- Acquisition (maximum 10% de l'assiette),
- Réhabilitation, construction de locaux : travaux et dépenses de maîtrise d'œuvre directement liées au suivi de chantier

Les recettes tirées des loyers seront déduites de l'assiette éligible.

Pour chaque projet, et afin d'affiner l'assiette de subvention, seront pris en compte les recettes perçues selon les modalités suivantes :

- Si les dépenses éligibles sont < 1 M €, pas de prise en compte des recettes
- Si les dépenses éligibles sont > 1M€, seront déduites les recettes nettes, c'est-à-dire les recettes brutes (loyers) moins les charges afférentes à l'immeuble supportées par le bénéficiaire, sur la durée d'amortissement (15 ans maximum)

INSTRUCTION DE LA DEMANDE

Tout dossier de demande de subvention fera l'objet d'un accusé de réception et devra comporter à minima les pièces suivantes pour être réputé complet :

Pour tous porteurs :

- Courrier de demande de subvention ;
- Décision de l'organe délibérant ou de l'autorité compétente sollicitant l'aide régionale et fixant les recettes liées au projet (vente, location)
- Projet de santé
- Note explicative du projet : objectifs, descriptif technique (Avant Projet Détaillé ; plans ; calcul thermique), coût détaillé et estimations financières, échéanciers prévisionnels, géolocalisation du projet ;
- Attestation sur la situation du demandeur au regard de la TVA pour l'opération ;
- Attestation de non commencement des travaux ;
- Budget prévisionnel faisant apparaître le détail des dépenses et des recettes ;
- RIB
- Attestation des professionnels de santé s'engageant à exercer au minimum pendant 3 ans dans la maison de santé ou le centre de santé (une attestation par professionnel)
- Avis favorable de l'ARS sur le projet de MSP ou de centre de santé ou autres formes d'ESP
- Délibération fixant les loyers

Le service instructeur est le service Développement Territorial – Direction de l'aménagement du territoire et du numérique.

DECISION

L'Assemblée plénière et Commission permanente du Conseil régional est seule compétente pour la décision d'attribution d'une subvention.

EVALUATION

Indicateur : Nombre de professionnels de santé installés dans les structures soutenues

DISPOSITIONS DIVERSES

TEXTES DE REFERENCES

- Délibération n° 18AP.43 du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté des 14 et 15 décembre 2017

ANNEXE 1 : éco-conditionnalité des aides régionales sur les bâtiments tertiaires soutenus au titre du RI MSP – Centres de santé

1. Niveaux de consommation énergétique

a. En construction :

Le niveau de consommation énergétique visé sera celui défini par le référentiel [EFFINERGIE +](#) c'est-à-dire :

Pour les bâtiments à usage d'enseignement, d'accueil petite-enfance et de santé :

Cep ≤ 40 kWh_{ep}/m².an avant pondérations réglementaires (type d'usage, géographique, altimétrique, surface, GES)

Le niveau de consommation énergétique sera à démontrer sur la base d'un calcul thermique réalisé selon la méthode Th BCE.

b. En rénovation :

Le niveau de consommation énergétique visé sera celui défini par le référentiel [EFFINERGIE rénovation](#) c'est à dire : **Cep projet $\leq$ Créf - 40 %**

Sans dépasser 80 kWh_{ep}/m².an avant pondérations géographiques et altimétriques
Et en respectant les garde-fous ci-dessous **sur les parois traitées** (sauf impossibilité technique avérée) :

Pour les travaux d'isolation thermique des toitures, combles, rampants :	$R \geq 7.5 \text{ m}^2.\text{K}/\text{W}$
Pour les travaux d'isolation thermique des toitures terrasses :	$R \geq 5 \text{ m}^2.\text{K}/\text{W}$
Pour les travaux d'isolation thermique des murs donnant sur l'extérieur :	$R \geq 4 \text{ m}^2.\text{K}/\text{W}$
Pour les travaux d'isolation thermique des planchers bas :	$R \geq 3 \text{ m}^2.\text{K}/\text{W}$
Pour les travaux de remplacement des parois vitrées et des portes donnant sur l'extérieur ou sur un espace non chauffé :	Fenêtres et portes fenêtres : $U_w \leq 1.3 \text{ W}/\text{m}^2.\text{K}$ et $S_w \geq 0,3$ Ou $U_w \leq 1.7 \text{ W}/\text{m}^2.\text{K}$ et $S_w \geq 0,36$ Portes d'entrée et portes palières : $U_d \leq 1.7 \text{ W}/\text{m}^2.\text{K}$ pour les

Le niveau de consommation énergétique sera à démontrer sur la base d'un calcul thermique réalisé selon la méthode Th C E Ex.

2. Etanchéité à l'air :

Que ce soit en construction ou en rénovation, 2 tests d'étanchéité à l'air devront être réalisés :

- le premier au clos couvert avec mise en œuvre de mesures correctrices si besoin,
- le second au moment de la réception des travaux.

La valeur d'étanchéité à l'air définie dans le calcul thermique ne devra pas être dépassée lors du second test.

Les résultats du second test seront à fournir lors de la demande de versement du solde de subvention. En cas de non atteinte de la valeur d'étanchéité à l'air définie dans le calcul thermique, le solde de subvention ne sera pas versé.

Les prestations relatives aux tests d'étanchéité à l'air pourront :

- soit être incluses par le maître d'œuvre dans un des CCTP et donc à la charge de l'entreprise attributaire de ce lot,
- soit être commandées par le maître d'ouvrage à une entreprise spécialisée, agréée et non attributaire des marchés de travaux.

Dans les 2 cas, le maître d'œuvre devra en informer clairement l'ensemble des entreprises attributaires des différents lots de travaux :

- soit par mention spécifique dans chaque CCTP lot par lot,
- soit au travers d'une annexe ou d'un CCTP tous corps d'état visés par l'ensemble des entreprises attributaires des lots de travaux.

3. Chauffage :

Les systèmes de chauffage électrique par effet Joule (radiateur) utilisés comme systèmes de chauffage uniques sont proscrits et rendent donc l'ensemble du projet inéligible.

Les pompes à chaleur air/air sont autorisées mais leur coût sera retiré de l'assiette éligible.

Les pompes à chaleur air/eau ainsi que toutes les autres modes que ceux cités ci-dessus sont éligibles.

4. Autres éléments liés à l'efficacité énergétique :

Le cahier des charges technique EFFILOGIS servira de base aux échanges techniques entre la Région, le maître d'ouvrage et son équipe de maîtrise d'œuvre tout au long du projet : en phase conception comme en phase réalisation.

ANNEXE 2 : Convention de financement

CONVENTION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT AVEC CRITERES D'ECO CONDITIONNALITE N°.....

ENTRE d'une part :

La Région Bourgogne-Franche-Comté, sise 17 boulevard de la Trémouille à DIJON, représentée par Madame Marie-Guite DUFAY, Présidente du Conseil régional, dûment habilitée à l'effet de signer la présente par délibération du Conseil régional n° en date du 25 novembre 2016 ci-après désignée par le terme « la Région ».

ET d'autre part :

.....
ci-après désigné par le terme « le bénéficiaire » représenté par,

.....
VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le règlement budgétaire et financier adopté le 29 avril 2016,
VU la demande d'aide formulée paren date du.....
VU la délibération du Conseil régional n° en date du 25 novembre 2016 transmise au Préfet de la Région Bourgogne-Franche-Comté le,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir le cadre ainsi que les modalités de l'engagement réciproque de la Région et du bénéficiaire dans la réalisation de(s) l'opération(s) suivante(s) :

.....

Article 2 : Engagement de la Région

La Région s'engage, sous réserve de la mise en œuvre des dispositions visées à l'article 3.3 des présentes, à attribuer au bénéficiaire une subvention d'un montant maximum de ; € (..... ; euros).

La ventilation par poste de la dépense subventionnable figure dans l'annexe jointe.

Article 3 : Versement de la subvention

3.1 - Le versement de la subvention visée à l'article 2 précité sera subordonné :

- au respect de l'affectation de la subvention et de la ventilation figurant dans l'annexe financière jointe à la présente, dans la limite de l'assiette subventionnable,
- à la production des justificatifs visés à l'article 3.2,
- à la justification de la publicité de l'aide régionale comme précisé dans l'article 4.1 ci-dessous et conformément à l'article 11 du règlement budgétaire et financier,
- au respect des engagements visés à l'article 4.

3.2 - Modalités de versement des participations de la Région

Le règlement de la participation de la Région s'effectuera, conformément à l'article 8 du règlement budgétaire et financier, du règlement 53.15 « contrats territoriaux 2015-2020 », selon les modalités suivantes :

Des acomptes seront versés à la demande du bénéficiaire au fur et à mesure de l'avancement des travaux et sur présentation d'un état détaillé des mandatements, visé du comptable public compétent, dans la limite de 90% du montant de subvention. La Région peut demander que cet état soit accompagné des factures correspondantes si la compréhension de son contenu rend nécessaire cette communication.

A titre dérogatoire, un premier acompte forfaitaire égal à 15 % de la subvention pourra être versé sur demande du bénéficiaire et au vu de documents prouvant l'engagement de l'opération (dans l'hypothèse où cet acompte ne pourra être justifié ultérieurement, un reversement sera demandé).

Le nombre des acomptes est fixé à trois maximum.

La demande du solde et les pièces justificatives des dépenses correspondantes seront déposées au plus tard dans les six mois à compter de la date de fin de la convention telle que définie à l'article 7 de la présente convention.

Selon les critères d'éco-conditionnalité définies dans le règlement, le versement du solde final de 10% du montant de la subvention sera possible sur présentation du test d'étanchéité à l'air effectué au moment de la réception des travaux et sous condition de non dépassement de la valeur d'étanchéité à l'air définie dans le calcul thermique.

3.3 - Reversement et proratisation

Le reversement pourra être exigé en cas de non-respect de tout ou partie des obligations mises à la charge du bénéficiaire au titre de la présente convention et notamment si :

1. le coût définitif de l'investissement est inférieur au montant global retenu, les participations allouées par la Région seront calculées au prorata des dépenses effectivement supportées par le bénéficiaire.
2. les sommes perçues n'ont pas été utilisées par le bénéficiaire, ou si elles l'ont été à des fins autres que celles faisant l'objet de la présente convention, le reversement partiel ou total des sommes versées sera exigé.

Par ailleurs, le versement de la subvention pourra être bloqué ou annulé si les documents ou justificatifs demandés ci-dessous ne sont pas fournis dans les délais impartis, soit au maximum six mois après achèvement de l'opération.

Article 4 : Obligations du bénéficiaire

4.1 - Réalisation du projet

Le bénéficiaire de l'aide s'engage dans le cadre des actions décrites à l'article 1 ci-avant :

- à réaliser ou faire les investissements objet de la présente convention, dans un délai maximum de 3 ans,
- à maintenir, dans son patrimoine, les investissements réalisés pendant une période minimum de 5 ans,
- à employer l'intégralité de la subvention régionale pour mener à bien le programme décrit à l'article 1^{er}, à l'exclusion de toutes autres opérations,
- à mentionner le concours financier de la Région à cette opération et à apposer le logo type du Conseil régional sur tous supports de communication,
- à faire connaître à la Région les autres financements publics dont il dispose.

4.2 - Information et contrôle

Le bénéficiaire s'engage à :

- permettre aux représentants des services régionaux le contrôle sur place de la réalisation de l'opération précitée et le libre accès aux documents administratifs, comptables et techniques,

- transmettre tous les documents ou renseignements que la Région pourra lui demander dans un délai d'un mois à compter de cette demande,
- faire état du financement régional sur l'ensemble des documents établis et lors des manifestations organisées sur l'opération visée en objet de la présente convention,
- transmettre à la Région un bilan de réalisation des opérations,
- signaler à la Région sa mise sous tutelle dans le délai de 3 mois à compter de la survenance de l'évènement.

Le non-respect de cet engagement pourra entraîner la suspension des versements de tout ou partie de la subvention ou son annulation.

Article 5 : Sanctions pécuniaires

La Région se réserve le droit de ne pas verser la subvention au bénéficiaire, ou de faire mettre en recouvrement par le payeur régional sur présentation d'un titre de recettes émis par elle, le montant intégral de la subvention versée dans les hypothèses indiquées ci-après :

- en cas de manquement total ou partiel du bénéficiaire à l'un quelconque des engagements et obligations issus des présentes,
- en cas d'inexactitude sur les informations fournies et les déclarations faites par le bénéficiaire à la Région,
- en cas d'abandon du projet défini à l'article 1er,
- en cas de non présentation à la Région par le bénéficiaire de l'ensemble des documents énumérés à l'article 4,
- en cas de refus de communication des documents comptables de nature à vérifier l'affectation de la subvention,
- en cas de non réalisation, totale ou partielle de la dépense subventionnable affectée à (aux) l'action(s) visée(s) à l'article 1, le bénéficiaire s'engage à procéder à la restitution du trop-perçu à l'échéance de la convention. A défaut, la collectivité pourra procéder à l'émission d'un titre de recettes correspondant au trop perçu.

Article 6 : Résiliation

La mise en œuvre des dispositions visées à l'article 5 précité entraînera la résiliation de plein droit et sans indemnité de la présente convention, sauf cas de force majeure ou accord de la Région.

Article 7 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa date de signature par la Présidente du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté.

La convention doit être signée par le bénéficiaire dans un délai maximum de six mois à partir de l'envoi pour signature par la Région. Passé ce délai, les engagements de la région seront frappés de caducité.

Article 8 : Période d'éligibilité des dépenses

La période d'éligibilité des dépenses s'ouvre à compter du ... (date de dépôt de la demande complète à la Région) jusqu'à la date de fin de la convention telle que définie à l'article 7 de la présente.

Article 9 : Règlement amiable

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quels qu'en soient la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procéderont par voie de règlement amiable. Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations aux fins de résoudre tout différend.

Article 10 : Attribution de la juridiction

A défaut de règlement amiable, visé à l'article 9, le tribunal administratif de Dijon sera seul compétent pour connaître du contentieux.

Article 11 : Dispositions diverses

11.1 - L'annexe financière relative à la détermination de la dépense subventionnable (HT ou TTC) ⁽¹⁾ du projet fait partie intégrante de la présente convention.

11.2 - Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant, sous réserve de l'absence de modification de l'économie générale de la convention. Celui-ci précisera les éléments modifiés mais qui ne pourront remettre en cause les opérations définies à l'article 1^{er}.

11.3 - Les justificatifs visés aux articles 3 et 4 de la présente convention seront transmis par le bénéficiaire à l'adresse suivante :

Madame la Présidente du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté
Direction
17, boulevard de la Trémouille
B.P. 23502
21035 DIJON Cedex

Fait à Dijon, le
en trois exemplaires originaux

..... La Présidente du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté

..... Madame Marie-Guite DUFAY